

## **Comité technique d'établissement**

**Réunion du 8 février 2019**

### **Convention du Cerema avec le comité de gestion des centres de vacances (CGCV)**

#### **Note de présentation**

#### **Point pour débat**

Le Cerema a signé une convention quadriennale avec le CGCV pour la période 2015-2018 pour la participation aux séjours de vacances des enfants de 5 à 20 ans des personnels du Cerema selon les mêmes conditions tarifaires que les agents MTES-MCT. Le tarif préférentiel consenti correspond au tarif 1 de la grille tarifaire du CGCV. Ce tarif déduit la prestation interministérielle (PIM) pour les enfants bénéficiaires.

Dans le cadre de cette convention, le Cerema s'est acquitté d'une subvention annuelle dont le calcul a été défini par une participation par séjour de 838 € \* nombre d'enfants ayant bénéficié d'une prestation. Pour 2018, cette participation a été de 150 840 € pour 164 enfants partis.

Se pose aujourd'hui la question d'un nouveau conventionnement pour 4 ans de 2019 à 2022.

Il s'agit de s'interroger :

- sur les spécificités du tarif 1 par rapport aux autres tarifs et analyser les avantages et inconvénients induits par ce tarif pour les agents du Cerema ;
- sur l'application des différentes mesures sociales spécifiques au tarif 1 ;
- sur la mise à disposition d'agents du Cerema dans le cadre des activités du CGCV.

Pour information, l'IFSTTAR a cessé de conventionner avec le CGCV en 2015. L'établissement a créé sa propre association. VNF s'interroge sur un nouveau conventionnement sur 4 ans.

Proposition :

- Conventionner avec le CGCV sur les 4 prochaines années 2019-2022 avec le suivi d'éléments justificatifs de l'emploi de la subvention et de la mise à disposition d'agents du Cerema, permettant une analyse exhaustive qualitative et quantitative annuelle sur les différents services rendus par le CGCV ;
- Réaliser un bilan annuel d'application de la convention afin de suivre son évolution sur les 4 années à venir et ainsi mieux cerner la typologie des familles bénéficiaires ;
- Faire un point d'évaluation en 2021 sur l'utilisation des services du CGCV afin de définir la suite à donner à la convention tenant compte des orientations futures de la politique sociale du Cerema.